

Pays : Royaume de Suède

Commission : Jeunesse

Problématique : Comment l'UE peut-elle faciliter l'intégration des jeunes sur le marché du travail, tout en promouvant la mobilité, l'inclusion et l'innovation sociale ?

Depuis 2022, le royaume de Suède est gouverné par une coalition de centre-droit dirigée par le parti modéré du premier ministre Ulf Kristersson, avec le soutien parlementaire des démocrates suédois. Ce gouvernement s'inscrit donc dans une tradition de dialogues sociaux forts, de politiques actives du marché du travail et d'appartenance aux valeurs européennes, le tout, en défendant le principe de subsidiarité.

Actuellement, l'Union européenne fait face à un défi structurel majeur pour son avenir: comment favoriser l'intégration des jeunes sur le marché du travail tout en renforçant la mobilité, l'inclusion sociale et l'innovation sociale? En novembre 2025 le taux de chômage des jeunes de moins de 25 ans dans l'UE était d'environ 15,1% soit 2,923 millions de jeunes européens sans emploi représentant l'équivalent de plus du double du taux de chômage global de 6%. Ces jeunes sont l'avenir de l'Europe, mais ils demeurent parmi les plus exposés au chômage, à la précarité et à l'exclusion sociale.

Cette problématique recouvre trois points: d'abord, l'accès au premier emploi bloqué par un manque d'expérience et un décalage entre les compétences et les besoins du marché; ensuite, les obstacles faisant face à la mobilité professionnelle intracontinentale, notamment en raison d'une reconnaissance des diplômes encore imparfaite; enfin, l'inclusion des jeunes issus de milieux défavorisés, en situation de handicap ou encore vivant dans des zones rurales.

Ces défis touchent directement la Suède. Avec un taux de chômage des jeunes de 24.9% en novembre 2025, la Suède affiche donc un des taux les plus élevés de l'UE. Cependant, ce chiffre mérite d'être interprété avec précaution. En effet, des banques de données comme Eurostat ou OIT comptabilisent comme "chômeur" toute personne sans emploi qui en recherche activement un, y compris les étudiants cherchant un emploi à temps partiel. Si ce moyen méthodologique est commun à tous les Etats membres, il est particulièrement prononcé en Suède, où les études durent plus longtemps et où les étudiants culturellement bien plus actifs sur le marché du travail que dans la majorité des autres pays européens, gonflant le taux affiché. L'indicateur NEET, qui mesure les jeunes réellement dépourvus d'emplois, d'études ou de formation (Not in Employment, Education, or Training), donne une image plus adaptée à la situation: la Suède n'affiche alors que 6 à 8% de NEET, bien en dessous de la moyenne européenne de 11,2%. Pour autant le royaume de Suède reconnaît que des défis d'intégration persistent, notamment chez les jeunes issus de l'immigration.

A l'échelle européenne, près de 24.5% des jeunes de 15 à 29 ans risquent la pauvreté ou l'exclusion sociale, avec un taux NEET de 11.2% (taux que nous avons pour objectif de diminuer à moins de 9% d'ici 2030).

Le Royaume de Suède considère que l'emploi des jeunes est un droit fondamental et s'engage en faveur d'une coopération européenne renforcée, respectueuse de la subsidiarité.

La Suède s'appuie sur le modèle de flexisécurité : un marché du travail flexible combiné à une protection sociale forte et à des politiques actives d'emploi. La Garantie suédoise pour

la jeunesse offre une prise en charge en 90 jours, couvrant 60 % des NEET — un taux nettement supérieur à la moyenne européenne de 40 %. Les politiques actives du marché du travail (formations professionnelles, accompagnements individualisés, incitations à l'embauche) constituent un pilier de notre approche nationale. Le programme Jobbsprånget, permettant aux jeunes diplômés — notamment issus de l'immigration — de réaliser des stages qualifiants en entreprise, illustre cette volonté d'inclusion concrète.

Sur le plan européen, la Suède soutient pleinement la Garantie européenne pour la jeunesse, le Fonds social européen+ (FSE+) qui alloue au moins 12,5 % de ses ressources aux NEET dans les pays à risque élevé, ainsi que le programme Erasmus+, dont les effets positifs sur l'employabilité — salaires plus élevés, mobilité accrue — sont documentés.

Le Royaume de Suède propose une approche fondée sur la coopération, articulée autour de trois axes :

1. Les fonds européens disponibles mieux coordonnés : l'objectif est de prioriser l'orientation des ressources vers les régions où les jeunes sont les plus touchés par le chômage et l'exclusion
2. La progression du renforcement des mécanismes de reconnaissance des qualifications à l'échelle européenne : l'objectif est de lever les obstacles à la mobilité professionnelle afin de faciliter l'insertion des jeunes diplômés dans d'autres États membres.
3. Le développement de l'innovation sociale (grâce à la mise en réseau des établissements scolaires, des entreprises, et des acteurs locaux) : l'objectif ici est de créer des chemins efficaces vers l'emploi. La Suède propose également un renforcement des aides au financement et des modalités d'accompagnement pour les jeunes entrepreneurs (en particulier dans les secteurs numériques et écologiques afin d'encourager la création d'emploi).

Enfin, le Royaume de la Suède réaffirme son engagement pour une intégration professionnelle profitant aux jeunes européens. Partenaire europhile pragmatique, notre pays se tient prêt à collaborer activement avec l'ensemble des États membres pour promouvoir des solutions durables, innovantes et inclusives, dans le respect des compétences nationales.